



Forum des ONG internationales au Mali
Coordonner | Plaider | Renforcer



2025

RAPPORT DES RÉALISATIONS DES ONGI MEMBRES DU FONGIM





Un engagement indéfectible au cœur des communautés maliennes

Plus de quinze ans de solidarité active, de coordination et d'impact durable au service du développement et de la résilience du Mali.

Depuis plus de quinze ans, le Forum des Organisations Non Gouvernementales Internationales au Mali (FONGIM) s'impose comme un acteur incontournable de la coordination humanitaire et du développement, incarnant une passerelle essentielle entre les politiques publiques et les réalités du terrain. Sur le terrain, cet engagement de nos ONGI membres se traduit par une action multisectorielle de proximité — menée par un personnel majoritairement national — dans des domaines vitaux tels que la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et la protection, réaffirmant ainsi la détermination indéfectible du FONGIM et de ses membres à bâtir, aux côtés de l'État et des communautés, un avenir plus résilient et inclusif pour le Mali.



Table des matières

page 7	●	Chiffres clés
page 8	●	Liste des acronymes
page 9	●	Mot du Président
page 11	●	Introduction
page 13	●	Ressources humaines et financières
page 18	●	Réponses sectorielles
page 34	●	Défis rencontrés
page 36	●	Perspectives
page 39	●	Bonnes pratiques
page 46	●	Cas de succès
page 63	●	ONGI Contributrices
page 65	●	Nos bailleurs
page 67	●	Remerciements





En 2025, les ONG internationales membres du FONGIM ont mobilisé un budget de 126 milliards de FCFA pour mener leurs actions humanitaires et de développement au Mali, atteignant plus de 3 198 397 bénéficiaires. Portée par un personnel composé à 94 % de nationaux (4 644 agents au total), l'action des ONGI s'est concentrée en priorité sur les besoins vitaux : les secteurs de la Santé/Nutrition et de la Sécurité alimentaire ont ainsi regroupé près de 57 % des investissements globaux. Sur le terrain, ces

efforts conjoints ont permis des réalisations majeures, parmi lesquelles la vaccination complète de plus de 1,38 million d'enfants, l'assistance en vivres et en cash de 277 393 personnes (dont 180 893 déplacés internes), l'appui à 1 419 écoles, la réalisation de 238 forages, ainsi qu'une prise en charge renforcée en matière de protection avec 6 545 survivantes de VBG accompagnées. Parallèlement, l'engagement des ONGI s'est traduit par une forte contribution fiscale s'élevant à 19 milliards de FCFA.

CHIFFRES | CLÉS

3 198 397 bénéficiaires atteints

 **1 419**
Ecoles appuyées

 **124 081**
Enfants inscrits

 **215 735**
Enfants appuyés en kits scolaires

 **4 711**
Enseignants formés

 **1 215**
Latrines construites réhabilités

 **461**
Points d'eau construits

 **921**
Centres de santé appuyés

 **155 174**
enfants malnutris aigus modérés/sévères pris en charge

 **6 545**
 survivantes VBG prises en charge

 **67 605**
femmes enceintes/allaitantes prises en charge

 **180 893**
PDI assistées en vivres

 **40**
BAIE mises en place

 **2 772**
hectares aménagés en sites maraîchers

 **10 675**
hectares réhabilités

 **1 270**
comités de protection mis en place et fonctionnel

LISTE DES ACRONYMES



- **AES** : Adduction d'Eau Sommaire
- **ANO** : Avis de Non-Objection
- **ATPC** : Assainissement Total Piloté par la Communauté
- **BAIE** : Banque d'Intrants Alimentaires
- **BHA** : Bureau for Humanitarian Assistance (ou référence au mécanisme associé)
- **BNA** : Biens Non Alimentaires
- **CRS** : Catholic Relief Services
- **CSCOM** : Centre de Santé Communautaire
- **CSRéf** : Centre de Santé de Référence
- **DNEC** : Direction Nationale de l'État Civil
- **DNH** : Direction Nationale de l'Hydraulique
- **DSGHP** : Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique
- **EHA** : Eau, Hygiène et Assainissement
- **FDAL** : Fin de Défécation à l'Air Libre

- **FCDO** : Foreign, Commonwealth and Development Office
- **FHRAOC** : Fonds Humanitaire Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
- **FONGEM** : Forum des ONG et organisations d'Entraide Mutuelle
- **FONGIM** : Forum des Organisations Non Gouvernementales Internationales au Mali
- **GANE** : Groupes Armés Non Étatiques
- **GSAN** : Groupes de Soutien aux Activités de Nutrition
- **IDP** : Personne Déplacée Interne (de l'anglais Internally Displaced Person)
- **INSO** : International NGO Safety Organisation
- **ISSD** : Integrated Seed Sector Development (Programme ISSD-Sahel)
- **JNIM** : Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin
- **LHI** : Liste Hebdomadaire des Incidents
- **NFI** : Articles Non Alimentaires (de l'anglais Non-Food Items)

- **NRC** : Conseil Norvégien pour les Réfugiés (de l'anglais Norwegian Refugee Council)
- **PDI** : Personne Déplacée Interne
- **PHTC** : Centre de Formation Post-Récolte (de l'anglais Post-Harvest Training Center)
- **RRM** : Mécanisme de Réponse Rapide (de l'anglais Rapid Response Mechanism)
- **SAA** : Sasakawa Africa Association
- **SAAP** : Stratégie de Scolarisation Accélérée / Passe-Relle
- **SHVA** : Système d'Hydraulique Villageoise Amélioré
- **TLTN** : Transforming Lives Through Nutrition
- **USD** : Dollar des États-Unis
- **VBG** : Violences Basées sur le Genre
- **WASH** : Eau, Hygiène et Assainissement (de l'anglais Water, Sanitation and Hygiene)

MOT DU PRÉSIDENT

Depuis plus de quinze ans, le Forum des Organisations Non Gouvernementales Internationales au Mali (FONGIM) poursuit sa mission aux côtés des populations maliennes.

C'est avec fierté que nous vous présentons ce rapport, retraçant les actions menées en 2025 par 87 de nos 113 organisations membres et témoignant de leur engagement constant sur l'ensemble du territoire. L'année 2025 s'est déroulée dans un environnement exigeant, marqué par la persistance des besoins humanitaires, les crises sécuritaires, économiques et climatiques, ainsi que par des contraintes croissantes pesant sur l'action des organisations. Malgré cela, nos membres ont continué à agir au plus près des communautés.

Toutefois, les indicateurs de ce rapport imposent un constat lourd : les besoins demeurent considérables alors que les ressources diminuent de manière drastique. En 2025, le volume global des financements a reculé de 54,6 %, s'établissant à 126 milliards de FCFA. Cet écart qui se creuse entre les besoins et les moyens est une réalité très préoccupante.

Malgré cette contraction sans précédent, les actions documentées ont permis à plus de 3 198 397 personnes de bénéficier des interventions de nos membres. La Santé/ Nutrition et la Sécurité alimentaire & moyens d'existence ont concentré à elles seules près de 57 % des ressources investies. Ces résultats témoignent de notre profond ancrage national : 94 % des personnels de nos organisations sont des nationaux, et la contribution fiscale des ONGI est estimée à 19 milliards de FCFA, participant ainsi activement à l'économie du pays.

Nous ne pouvons cependant nous satisfaire de gérer cette diminution année après année. Il nous faut penser notre plaidoyer autrement, avec davantage d'audace. Nous devons mieux documenter les conséquences de cette baisse, porter la voix des communautés et rappeler aux partenaires internationaux que le Mali ne doit pas devenir une crise oubliée. Notre responsabilité est de ramener le pays au centre des priorités afin que les populations soient mieux protégées et accompagnées.

Cette ambition consiste à bâtir, aux côtés des autorités, de la société civile et de nos partenaires, les conditions permettant aux communautés de vivre résilientes et au Mali de retrouver pleinement sa place en Afrique.

Ces résultats sont le fruit de l'engagement quotidien des équipes et des communautés. Je tiens à saluer la qualité des échanges maintenus avec le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation et les services de l'État, ainsi qu'à remercier nos partenaires techniques et financiers. Enfin, je rends hommage aux milliers de collaborateurs qui, parfois dans des conditions difficiles, poursuivent chaque jour leur action.

Ce rapport doit être lu non seulement comme un bilan, mais aussi comme un appel à l'action. Je vous invite à le découvrir : à la fois pour célébrer les résultats accomplis et pour mesurer l'urgence de préserver les moyens de notre action future.
Mamadou DIOP

Président du Bureau du FONGIM

Directeur Pays - Action contre la Faim Mali





L'année 2025 s'est déroulée dans un contexte socio-économique, politique et sécuritaire particulièrement exigeant, marqué par la superposition de crises complexes qui pèsent durablement sur les conditions de vie des populations. Face à ces défis persistants, les organisations non gouvernementales internationales ont maintenu une présence active et solidaire sur l'ensemble du territoire national.

Cette mobilisation globale a permis de déployer des interventions multisectorielles d'envergure afin de répondre aux besoins vitaux des communautés vulnérables, tant en milieu rural qu'urbain. Ce rapport dresse ainsi le panorama fidèle des réalisations accomplies, illustrant la résilience et l'adaptabilité des acteurs humanitaires et de développement aux côtés de l'État malien.

INTRODUCTION



Le Mali continue de faire face à une situation socio-économique, politique et sécuritaire complexe, dont les répercussions se font sentir profondément et durablement sur les conditions de vie des populations, tant en milieu urbain que rural. Cette conjoncture difficile, marquée par la superposition de crises multiples, exige une réponse coordonnée et soutenue de la part de l'ensemble des acteurs humanitaires et de développement présents dans le pays.

C'est dans ce contexte exigeant que les organisations internationales non gouvernementales ont maintenu, tout au long de l'année 2025, leur engagement aux côtés des communautés les plus vulnérables, s'efforçant d'apporter des réponses adaptées aux besoins qui évoluent au fil des mois.

Au cours de cette année, les ONG internationales ont ainsi poursuivi et renforcé leurs interventions à travers l'ensemble du territoire malien, en mobilisant un budget total de 125,5 milliards de FCFA, soit environ 191,3 millions d'euros. Cette mobilisation financière et opérationnelle a permis de toucher directement plus de 3,19 millions de bénéficiaires, illustrant l'ampleur et la portée des actions déployées sur le terrain, malgré un contexte de financement particulièrement contraint.

Le présent rapport a pour ambition de dresser un état des lieux fidèle et détaillé des réalisations accomplies par ces ONGI au cours de l'année 2025. Les données qui y sont présentées reflètent exclusivement les résultats des programmes mis en œuvre par les 87 organisations membres du FONGIM ayant contribué à cet exercice de collecte et de synthèse. Ce

travail de recensement vise à garantir une représentation aussi précise que possible de l'action collective des ONGI sur le territoire.

Ainsi, ce document propose un ensemble d'indicateurs clés, soigneusement sélectionnés, afin de donner un aperçu représentatif et cohérent des activités conduites tout au long de l'année.

Les interventions présentées couvrent les secteurs majeurs qui structurent traditionnellement l'action des ONGI au Mali, à savoir : la Santé et la nutrition ; la sécurité alimentaire et les moyens d'existence ; l'éducation ; la protection ; l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA) ; la résilience et les AGR ; l'environnement ; les abris et les biens non alimentaires (BNA), etc.

RÉCAPITULATIF

En 2025, **87 ONG internationales** ont contribué à l'élaboration de ce rapport des réalisations contre 82 ONGI en 2024, une augmentation de **6,10%**. Ces organisations ont pu atteindre **3 198 397 personnes** en 2025 contre 4 216 274 personnes en 2024 soit une baisse de plus de 22%.

ONGI contributrices



87 ONGI en 2025

82 ONGI en 2024 ▲

Bénéficiaires atteints



3 198 397 personnes

4 216 274 personnes en 2024 ▼



RESSOURCES HUMAINES MOBILISÉES



En 2025, les 87 ONG internationales ayant contribué à ce rapport ont employé en tout **4 644** personnes réparties comme suit :

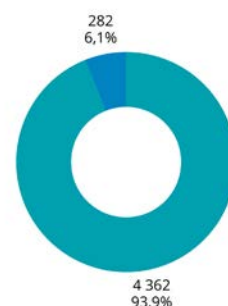
Ressources humaines



4 644 employés

6 347 employés en 2024 ▼

Répartition du personnel



● Maliens

● Expatriés

Répartition par sexe



● Hommes

● Femmes

Globalement, ces 87 organisations ont pu mobiliser 126 milliards de franc CFA (191,37 millions d'euro) pour venir en aide à plus de 3 millions de personnes au Mali.

RESSOURCES FINANCIÈRES MOBILISÉES



Budget total



125 530 644 792 FCFA

276 936 454 987 FCFA en 2024 ▼

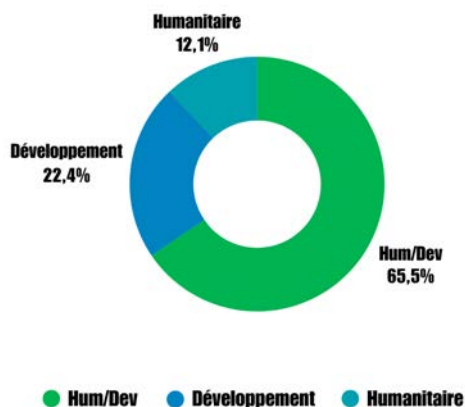
Contribution aux impôts



18 626 070 985 FCFA

11 188 505 711 FCFA en 2024 ▲

Répartition par type d'intervention



RESSOURCES FINANCIÈRES MOBILISÉES

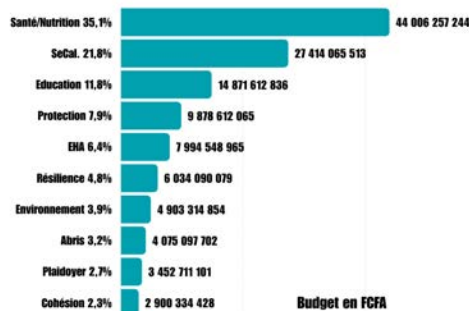


Partage des coûts indirects avec les ONGN

47%

des ONG partagent les coûts indirects avec les ONG Nationales

Répartition du budget par secteur



Budget alloué aux Partenaires (ONGN)



32 200 799 898 FCFA
25.7 % du budget total



Pour mener à bien leurs missions au cours de cette année 2025, les organisations membres ont su mobiliser des ressources substantielles malgré un climat financier particulièrement contraignant. Ces efforts se traduisent par des investissements majeurs orientés en priorité vers la couverture des besoins essentiels et le renforcement de la résilience à long terme des populations.

L'impact de ces actions repose avant tout sur un ancrage local fort et une expertise de terrain de qualité, incarnée par un personnel majoritairement national. Par ailleurs, la contribution fiscale significative des organisations témoigne de leur intégration formelle et de leur participation active à l'économie nationale.





RÉPONSES SECTORIELLES



Les interventions menées en 2025 se sont structurées autour de six secteurs clés, avec une attention particulière portée aux domaines vitaux que sont la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire. Ces secteurs stratégiques ont concentré l'essentiel des investissements afin d'apporter des réponses d'urgence adaptées aux urgences sanitaires et alimentaires.

Du soutien aux structures de santé à la relance des moyens de subsistance, en passant par l'éducation, l'accès à l'eau potable et la protection, chaque secteur a permis d'obtenir des résultats tangibles. L'action conjointe des ONGI démontre ainsi une volonté constante de lier l'assistance immédiate à des perspectives de développement durable.



**EAU, HYGIÈNE ET
ASSAINISSEMENT**

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

Les ONG internationales ont amélioré l'accès à l'eau à travers **238 forages** et **461 points d'eau** (46 % potables, 54 % sommaires), accompagnés de la construction/réhabilitation de **1 215 latrines** et de la mise en place de **360 comités de gestion**.

Budget : 7 994 548 965 FCFA



238 forages



628/587 latrines
construites/
réhabilitées

**461 Points d'eau
réalisés/réhabilités**

**360 Comités de gestion
créés**

**17 455 Dispositifs de lavage
des mains distribués**

**5 094 Sessions de
sensibilisation à l'hygiène**

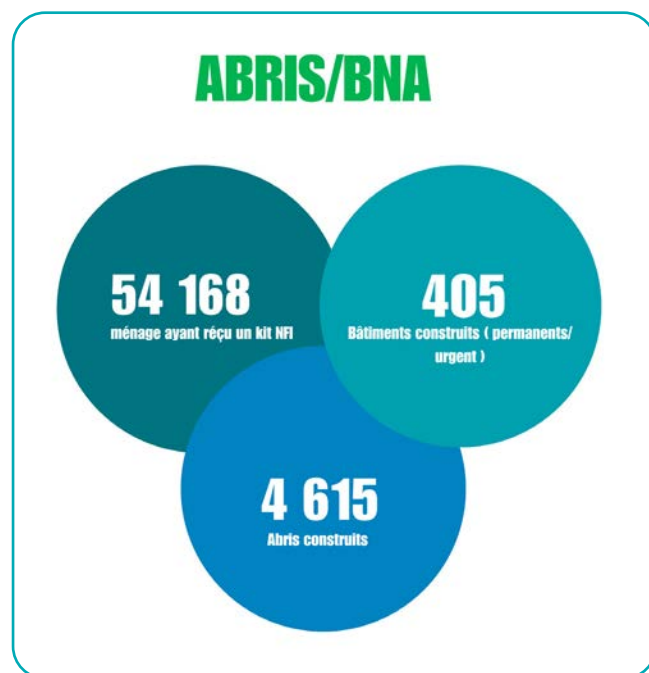




**ABRIS ET ARTICLES
MENAGERS ESSENTIELS**

ABRIS ET ARTICLES MÉNAGERS ESSENTIELS

Au cours de l'année 2025, les opérations de réponse humanitaire ont permis de couvrir les besoins essentiels de **54 168 ménages vulnérables** à travers le Mali grâce à la distribution de kits NFI et à la mise en place de **4 615 structures d'habitat**, composées de **3 907 abris d'urgence (85 %)** et de **708 abris permanents (15 %)** déployés principalement dans les régions de Gao, Bandiagara et Mopti. Pour concrétiser cet engagement sur le terrain et acheminer efficacement cette assistance dans un contexte complexe, un investissement financier global de **4 075 067 702 FCFA** a été mobilisé, permettant ainsi d'atténuer durablement la précarité des familles sinistrées et de renforcer la résilience des communautés locales.





ÉDUCATION

| ÉDUCATION

1 419 écoles ont été appuyées et **588 salles de classe réhabilitées ou construites**. **124 081 enfants ont été inscrits** (49 % filles, 51 % garçons), dont 12 738 via la stratégie de Scolarisation Accélérée.

Budget : 14 871 612 836 FCFA

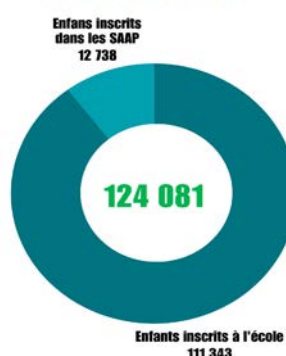
1 419 écoles appuyées en équipements et matériels

4 711 enseignants formés

6 181 jeunes formés en formation professionnelle

376 centres SAA/P mis en place

EDUCATION





**SANTÉ ET
NUTRITION**

| SANTÉ ET NUTRITION

Constituant le premier poste budgétaire avec une allocation de **44 006 257 244 FCFA**, ce secteur s'est concentré sur l'amélioration de la prise en charge des maladies, le soutien opérationnel aux structures de santé et la lutte active contre la malnutrition.

Ces efforts soutenus ont permis d'obtenir des résultats remarquables sur le terrain, se traduisant notamment par la vaccination complète de plus de **1,38 million d'enfants** ainsi que le dépistage de la malnutrition pour **552 099** autres.

Cette dynamique traduit une volonté ferme de renforcer la résilience sanitaire du pays. Elle démontre également l'impact concret des ONGI sur la protection des populations les plus vulnérables.

155 174
enfants atteint de
malnutrition modérée /
sévère pris en charge

552 099
Enfants dépistés pour la
malnutrition

22 511
agents de santé formés

1 382 551
enfants de 0 - 59 mois
complément vaccinés





SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

| SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En 2025, pour une enveloppe de **14 871 612 836 FCFA**, les actions menées en matière de sécurité alimentaire et de moyens d'existence ont permis de soutenir durablement les populations vulnérables à travers le pays.

Plus précisément, **277 393 bénéficiaires** ont été assistés en vivres, cash et coupons, dont **180 893 personnes déplacées internes** qui ont ainsi pu subvenir à leurs besoins alimentaires urgents.

Au-delà de cette aide d'urgence, un accent particulier a été mis sur le renforcement de la résilience à long terme, avec **54 165 personnes formées** aux techniques agricoles et d'élevage, leur offrant les clés pour retrouver autonomie et sécurité sur leurs terres.

Sécurité alimentaire



277 393 BÉNÉFICIAIRES
ASSISTÉS EN VIVRES,
CASH ET COUPONS



2 772,30 HÉCTARES
AMENAGÉS EN SITE
MARAICHER



9 380 RUMINANTS
DISTRIBUÉS



40 BANQUES D'INTRANTS
ALIMENTAIRES CONSTRUITES



12 843 PERSONNES FORMÉES
EN TECH. D'ÉLEVAGE



42 002 TONNES
D'ALIMENTS BÉTAILS
DISTRIBUÉS





PROTECTION

| PROTECTION

Face aux multiples défis de protection dans les zones vulnérables du pays, les organisations membres du FONGIM ont intensifié leurs efforts en 2025 pour sécuriser et accompagner les populations.

Ainsi, avec une enveloppe de **9 878 612 065 F CFA**, **1 270 comités de protection** ont été rendus fonctionnels au sein des communautés et **26 553 enfants** ont été identifiés comme à risque afin de leur offrir une protection adaptée.

Par ailleurs, face aux urgences de terrain, **6 545 survivantes de VBG** ont été prises en charge et **10 541 personnes** ont bénéficié d'un accompagnement psychologique spécialisé, témoignant d'une réponse globale axée sur la dignité et la reconstruction humaine.

1 270

comités de protection mis en place et fonctionnels

6 545

survivantes VBG prises en charge

19 148

personnes formées en Protection

26 553

enfants identifiés comme à risque



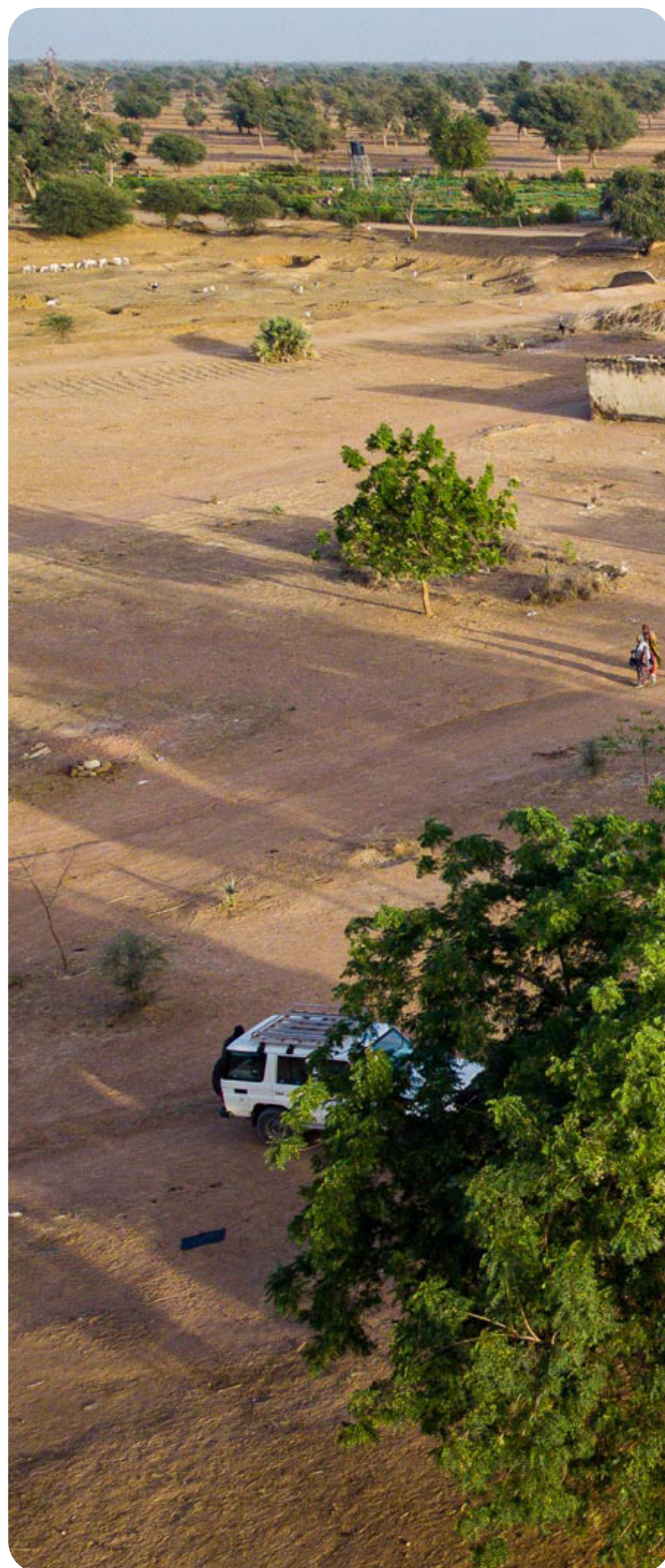
| INSO, Sécuriser l'accès humanitaire pour protéger ceux qui agissent sur le terrain

Dans un contexte opérationnel complexe et exigeant, la réussite de l'action humanitaire repose avant tout sur la sécurité des équipes et la maîtrise des risques. En 2025, INSO Mali a confirmé son rôle de partenaire stratégique incontournable pour l'ensemble des organisations humanitaires et de développement, en accompagnant un réseau désormais riche de 207 organisations enregistrées (dont 126 ONG internationales et 65 ONG nationales).

Faits marquants 2025 : Retour de la présence à Ségou et appui de proximité

L'année 2025 a été marquée par une avancée significative : après une interruption temporaire liée au retrait de BHA entre avril et juillet, INSO a réussi à rétablir des visites et une présence régulière à Ségou.

- Des espaces d'échange recréés : Ces missions mensuelles ont permis de réunir l'ensemble des acteurs humanitaires locaux à travers des réunions d'analyse des contraintes d'accès.
- Un accompagnement bilatéral sur mesure : Au-delà des cadres collectifs, ces déplacements ont offert des temps d'échange directs avec chaque équipe pour répondre à des problématiques spécifiques (planification des déplacements, ajustements opérationnels).
- Cet appui de proximité offre aux partenaires une visibilité accrue et une prise de décision plus éclairée pour poursuivre leurs activités sur le terrain.



CHIFFES CLÉS

En 2025, INSO Mali a organisé **15 sessions de formation** ayant réuni **179 participants**, dont **43 femmes et 167 membres du personnel national**. INSO a également partagé **49 produits d'information sur le contexte et l'accès humanitaire** avec ses partenaires, comprenant notamment **35 Listes Hebdomadaires des Incidents (LHI)** et **9 rapports mensuels d'analyse** du contexte et d'accès.

Les Listes Hebdomadaires des Incidents (LHI) fournissent une synthèse régulière des principaux événements affectant les acteurs humanitaires et leur environnement opérationnel. Elles permettent aux partenaires de suivre l'évolution du contexte et des conditions d'accès, d'identifier les tendances émergentes et d'adapter leurs opérations en conséquence.

Les rapports mensuels proposent une analyse approfondie du contexte opérationnel et des contraintes d'accès humanitaire. Ils mettent en lumière les principales évolutions du contexte, les tendances observées, les dynamiques du conflit, les facteurs susceptibles d'affecter l'accès humanitaire et leurs implications opérationnelles, afin de renforcer la compréhension du contexte

et d'éclairer la prise de décision des partenaires.

Au cours de l'année 2025, **236 Tables Rondes Humanitaires (TRH)** ont été organisées à travers le Mali, réunissant **135 organisations humanitaires** (nationales et internationales) et au moins **2 813 participants**. Ces rencontres de partage d'informations et de coordination, organisées régulièrement à Bamako ainsi que dans les antennes de Gao, Tombouctou et Mopti, et ponctuellement à Ségou, Sikasso et Menaka, permettent aux acteurs humanitaires d'échanger sur l'évolution du contexte, de partager leurs préoccupations opérationnelles, d'identifier les principaux défis d'accès humanitaire et de renforcer la coordination entre organisations.

INSO compte aujourd'hui **207 organisations** humanitaires et de développement enregistrées, dont **65 ONG nationales**, **126 ONG internationales**, **3 agences des Nations Unies**, **8 organisations internationales de la Croix-Rouge** et **1 organisation nationale de la Croix-Rouge**.





DÉFIS RENCONTRÉS

| DÉFIS RENCONTRÉS



Conflit et sécurité

La persistance de l'insécurité dans les régions du nord et du centre a constitué un défi majeur, illustré par un accès restreint ou suspendu pour 78 % des ONG. L'intensification des attaques de groupes armés, combinée à un blocus routier inédit imposé par le JNIM dès septembre 2025 pour asphyxier l'économie, a provoqué des déplacements massifs de populations, des reports d'activités et des fermetures d'écoles à Mopti, Gao, Ménaka, Tombouctou, Kidal, Tominian, Sikasso, San et Bandiagara.

Une baisse des financements et le retrait de bailleurs traditionnels

La baisse des financements et le retrait de bailleurs stratégiques, cité par 32 % des ONG, ont fortement affecté la mise en œuvre des activités sur le terrain. Cette crise a été dominée par l'arrêt bru-

tal des financements américains suite au décret présidentiel de janvier 2025 sur l'aide étrangère, entraînant des ordres d'arrêt de travaux et des fermetures de programmes (comme le projet éducatif Doniya Taabolo). Cette onde de choc a lourdement fragilisé la capacité d'intervention des ONGI, s'ajoutant aux réajustements d'autres partenaires traditionnels.

Des contraintes logistiques et administratives majeures

La mise en œuvre des projets a été entravée par d'importantes contraintes logistiques, notamment une crise du carburant quasi structurelle en fin d'année 2025 (signalée par 28 % des ONG) liée au blocus des axes d'approvisionnement d'hydrocarbures vers Bamako. À cela s'ajoutent des lenteurs administratives pénalisantes, avec des délais d'obtention

de l'Avis de Non-Objection (ANO) passés de quatre semaines à plus de six mois, dans un cadre réglementaire renforcé exigeant une contribution obligatoire de 10 % sur les financements extérieurs.

Des chocs climatiques et une pression humanitaire croissante

Les ONGI ont également fait face à des défis structurels liés à l'ampleur croissante des besoins et aux chocs climatiques et environnementaux, s'inscrivant dans un Sahel où plus de 31 millions de personnes ont eu besoin d'une assistance vitale en 2025. Cet effet cumulatif de l'insécurité, de la cherté du carburant et de la raréfaction des ressources a lourdement renchéri les coûts opérationnels des organisations sur le terrain.

A woman is seated outdoors, wearing a blue and white patterned headwrap and a grey textured top. Her hands are clasped in her lap, which is covered by a yellow and brown patterned skirt. A large teal circle with a white outline is superimposed over the center of the image, containing the word 'PERSPECTIVES' in white capital letters. The background shows a dirt ground and a blue tarp.

PERSPECTIVES

PERSPECTIVES



Répondre aux besoins humanitaires et renforcer la résilience

Face à l'augmentation continue des besoins humanitaires, les ONGI poursuivront leurs efforts pour apporter une assistance d'urgence aux communautés vulnérables afin de sauver des vies. Elles renforceront également leurs capacités de préparation et de réponse aux urgences, en veillant à ce que l'aide soit rapide, efficace et adaptée aux contextes locaux. Cependant, les crises au Mali et dans la région s'inscrivant dans un cadre prolongé de vulnérabilités structurelles, il reste essentiel de développer parallèlement des activités de développement et de résilience pour accompagner les communautés au-delà de l'urgence immédiate. En plus d'apporter un secours vital, les ONGI s'emploient à soutenir la relance des moyens de subsistance,

à renforcer les services sociaux de base (éducation, santé, accès à l'eau) et à appuyer la cohésion sociale dans des contextes fragilisés. Ces efforts visent à réduire durablement les besoins récurrents et à préparer les populations à mieux résister aux chocs futurs (sécuritaires, climatiques ou environnementaux), afin de construire un avenir plus stable, autonome et porteur d'espoir pour les familles maliennes.

Consolider et pérenniser les acquis

Les résultats obtenus en 2025 seront consolidés, et des stratégies de pérennisation des acquis seront mises en place en étroite collaboration avec les communautés locales.

Explorer de nouveaux financements pour étendre les opérations

Pour atteindre ces objectifs dans un contexte de

contraction des ressources traditionnelles, les ONGI, sous le leadership du FONGIM, veilleront à développer et diversifier leurs financements institutionnels ainsi que leurs ressources en dons privés. De nouveaux partenariats financiers durables seront également prospectés auprès de bailleurs non traditionnels.

Renforcement de la coordination

Le FONGIM continuera de renforcer la coordination en consolidant les cadres existants. Cette dynamique permettra de mutualiser les ressources entre les ONGI, d'éviter les doublons d'intervention et d'optimiser l'impact global des actions sur le terrain.



La durabilité et l'efficacité des actions humanitaires et de développement reposent fondamentalement sur la qualité des partenariats institutionnels et l'appropriation locale des projets. Les initiatives menées en 2025 illustrent la pertinence d'une collaboration étroite entre les ONGI, les services techniques de l'État et les collectivités territoriales.

Qu'il s'agisse de la gestion des infrastructures d'eau, de l'inclusion des personnes vulnérables ou de l'accès à l'identité juridique, ces approches structurantes permettent de pérenniser les acquis. Elles démontrent qu'un partenariat fondé sur le respect des mandats nationaux constitue le meilleur levier pour un impact pérenne.



BONNES PRATIQUES

UN PARTENARIAT INSTITUTIONNEL STRUCTURANT POUR LE RENFORCEMENT DURABLE DU SECTEUR WASH AU MALI

La mise en œuvre du Plan d'Affaires 2021-2025 de **World Vision International** s'est appuyée sur une collaboration étroite avec l'État malien, notamment la Direction Nationale de l'Hydraulique (DNH), les services techniques déconcentrés et les collectivités territoriales. Ce cadre a permis d'aligner les interventions WASH sur les politiques nationales, en favorisant l'appropriation institutionnelle, la cohérence sectorielle et la durabilité des investissements.

Des résultats concrets en matière d'eau potable

Entre 2021 et 2025, ce partenariat a permis de construire 432 forages équipés de pompes manuelles, 204 adductions d'eau sommaires (AES/SHVA) et 721 bornes fontaines, bénéficiant à plus de 660 000 personnes pour l'accès à l'eau potable. Les ouvrages ont respecté les normes techniques nationales, avec une implication systématique de l'État dans la planification, la validation technique, le suivi et la réception des travaux.

Dans le domaine de l'assainissement, 38 869 latrines familiales et 407 cabines de latrines dans les écoles et centres de santé ont été construites, avec un suivi post-certification de 199 communautés ayant atteint la fin de défécation à l'air libre (FDAL). Plus de 220 000 personnes ont bénéficié de l'assainissement, et plus de 750 000 personnes ont été touchées par les activités de promotion de l'hygiène, en coordination avec les acteurs techniques et communautaires.





Investissement et approches innovantes

Ce plan, soutenu par près de 36 millions de dollars US, a permis de tester des approches reconnues : l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC), l'intégration du WASH dans les écoles et centres de santé, et des modèles territoriaux de Couverture Universelle. Le cercle de Kolokani illustre ce potentiel, plusieurs communes y ayant atteint des niveaux élevés de couverture, portée conjointement par l'État, les collectivités et les partenaires techniques.

Renforcement institutionnel

Au-delà des infrastructures, le partenariat a renforcé les capacités institutionnelles des acteurs publics et communautaires en matière de gouvernance des services, de gestion des infrastructures, de suivi-évaluation et de redevabilité, tout en améliorant la coordination entre les niveaux national et local.

Un nouveau cycle 2026-2030

Fort de ces acquis, le partenariat a été consolidé pour une nouvelle période stratégique. En janvier 2026, WVI Mali et la DNH

ont signé le protocole de partenariat pour le Plan d'Affaires WASH 2026-2030, visant à approfondir la coopération institutionnelle afin de soutenir durablement l'accès aux services d'Eau, d'Hygiène et d'Assainissement (EHA), notamment en milieu rural. Cette phase capitalisera sur les enseignements du cycle précédent pour renforcer la durabilité des services, approfondir la couverture universelle, améliorer la gouvernance sectorielle et atteindre les populations exclues. Les priorités incluent la qualité et la sécurité des services, le financement durable, la résilience face aux chocs climatiques et humanitaires, ainsi qu'une intégration renforcée du WASH avec la santé et l'éducation.

Ce partenariat illustre une bonne collaboration entre l'État malien et un partenaire de développement, fondée sur le respect des mandats institutionnels, l'appropriation nationale et la recherche d'un impact durable, positionnant le WASH comme un levier stratégique du développement humain et de la résilience des communautés au Mali.

LA COLLABORATION INSTITUTIONNELLE AU SERVICE DE L'INCLUSION DU HANDICAP U MALI

Sightsavers est une ONGI Britannique présente au Mali depuis 1991. Ses interventions s'articulent autour de cinq domaines thématiques majeurs : la sante oculaire inclusive, les Maladies Tropicales Négligées, l'Education Inclusive, l'Inclusion Sociale et l'autonomisation économique des personnes handicapées. Elle travaille en étroite collaboration avec les autorités nationales, les partenaires techniques et financiers ainsi qu'avec les organisations de la société civile afin de promouvoir l'inclusion et d'améliorer l'accès équitable aux services essentiels pour les populations les plus vulnérables, en particulier des personnes handicapées.

Depuis 2025, Sightsavers met en œuvre le projet WISH2 WACA (Women's Integrated Sexual Health-West and Central Africa) en partenariat avec plusieurs organisations non gouvernementales internationales et avec l'appui financier du Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni. Ce projet vise à améliorer l'accès des populations, notamment des femmes, des adolescentes, des jeunes et des personnes handicapées, à des services de santé sexuelle et reproductive de qualité, inclusifs, accessibles et respectueux des droits humains.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, la qualité de la collaboration entre Sightsavers et les structures techniques de l'État, notamment l'Office National de la Santé de la Reproduction (ONASR) et la Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique (DGSHP), s'est révélée particulièrement déterminante.





Cette synergie institutionnelle a constitué un facteur clé dans l'atteinte des résultats et la réussite des différentes interventions mises en œuvre.

La collaboration avec l'ONASR a notamment permis d'assurer une coordination efficace des activités de formation des prestataires de santé sur l'inclusion du handicap et le consentement éclairé. Grâce à son accompagnement technique, à son expertise et à son implication continue tout au long du processus, ces activités ont bénéficié d'une forte mobilisation des acteurs du système de santé ainsi que d'une adhésion accrue des structures sanitaires des régions de Koulikoro, Ségou, San et Tombouctou. Cette dynamique a contribué au renforcement des capacités des prestataires et à une meilleure compréhension des enjeux liés à l'accès équitable des personnes handicapées aux services de santé sexuelle et reproductive. Par ailleurs, l'implication de la DGSHS a joué un rôle déterminant dans l'organisation du Dialogue de haut niveau sur l'équité en santé des personnes handicapées. Son leadership institutionnel et son engagement ont

favorisé la mobilisation des principaux décideurs, responsables de programmes et partenaires du secteur de la santé autour de la nécessité d'intégrer davantage le handicap dans les politiques, stratégies et programmes sanitaires. Cette collaboration a également permis d'amorcer une réflexion nationale sur la mise en œuvre des recommandations issues du dialogue ainsi que sur l'opérationnalisation du guide d'action élaboré à cette occasion.

Au-delà des résultats obtenus, ces expériences démontrent l'importance d'un partenariat solide et stratégique entre Sightsavers et les structures étatiques pour promouvoir des systèmes de santé plus inclusifs, équitables et durables au Mali. Elles mettent également en évidence que l'engagement institutionnel, la coordination intersectorielle, le leadership des autorités nationales et l'appropriation des interventions par les acteurs locaux constituent des leviers essentiels pour améliorer durablement l'accès des personnes handicapées aux services de santé et garantir que personne ne soit laissé de côté.

RENFORCER L'ACCÈS À L'IDENTITÉ JURIDIQUE AU MALI À TRAVERS UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE AVEC LA DNEC



Depuis plus d'une décennie, le Mali fait face à une crise humanitaire prolongée résultant du conflit armé et de l'insécurité persistante, entraînant des déplacements récurrents de populations, la perte d'actifs et de documents civils, aggravant davantage les vulnérabilités des personnes affectées.

La question de la documentation civile représente donc un défi majeur de protection, en particulier pour les populations affectées par les déplacements forcés. L'absence d'actes d'état civil, notamment d'actes de naissance, constitue une barrière importante à l'exercice des droits fondamentaux, limitant l'accès aux services de base tels que l'éducation, la santé, la justice ainsi que les opportunités économiques et l'emploi.

Ainsi, le **Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC)** a établi depuis 2021 un partenariat stratégique avec la Direction Nationale de l'État Civil (DNEC). Cette collaboration vise à appuyer le fonctionnement du système d'état civil au Mali, avec l'ambition d'améliorer l'accès des populations vulnérables à la documentation civile, tout en consolidant la coordination entre les acteurs étatiques, humanitaires et de développement pour une réponse plus cohérente et pérenne.

Renforcement des capacités institutionnelles

En 2025, NRC a formé 64 agents de l'état civil dans les régions de Gao et Tombouctou sur les droits à la documentation civile. Ces efforts ont permis de renforcer les connaissances et les compétences des acteurs locaux

impliqués dans la gestion de l'état civil, contribuant ainsi à améliorer la qualité, l'efficacité et la continuité des services fournis aux populations.

Par ailleurs, NRC a contribué à l'impression de 7,150 registres de naissance et à l'acheminement de plus de 4,750 registres (naissances, mariages, décès, etc.) dans les régions de Gao, Ménaka, Mopti, Tombouctou, Koro, Douentza et Bandiagara, entre autres. Cette contribution a permis de couvrir les besoins de 321,750 personnes en registres dans des zones difficiles d'accès, réduisant ainsi significativement les ruptures de stock dans les centres d'état-civil.

L'intervention a été complétée par la dotation en fournitures et équipements de bureau destinés aux services concernés.

Mener des actions de plaidoyer stratégique

Sur le plan politique et stratégique, les actions conjointes de plaidoyer menées avec la DNEC ont permis de faire progresser des discussions importantes autour de l'accessibilité des procédures administratives, notamment concernant les coûts des jugements supplétifs, avec des efforts visant à les rendre plus accessibles — voire gratuits — pour certaines catégories particulièrement vulnérables, notamment les enfants nés pendant la crise.

Renforcer la coordination sectorielle

À travers leur collaboration,

la DNEC et NRC ont renforcé la mobilisation et la coordination de plus de 35 acteurs des organisations humanitaires internationales et nationales, des acteurs étatiques, ainsi que des acteurs de développement impliqués dans la documentation civile autour d'un cadre commun d'intervention. Cette dynamique a permis d'améliorer la cohérence des actions, de favoriser le partage d'informations et d'encourager une approche plus coordonnée et durable face aux défis liés à l'état civil.

Au-delà des résultats opérationnels, cette collaboration illustre comment un partenariat solide entre les institutions étatiques et les acteurs humanitaires peut générer des changements structurels durables. En renforçant

les capacités nationales et les mécanismes de coordination, NRC et la DNEC ont contribué non seulement à améliorer l'accès immédiat à l'identité juridique pour les populations vulnérables, mais aussi à poser les bases d'un système d'état civil plus résilient, inclusif et durable au Mali.





CAS DE SUCCÈS

LES FILLES AU CŒUR DE L'ACTION : QUAND LA JEUNESSE DEVIENT ACTRICE DE PROTECTION ET DE CHANGEMENT

Dans le cadre du projet « Assistance multisectorielle intégrée de santé sexuelle et reproductive, de protection et de nutrition », financé par Affaires mondiales Canada, **CARE Mali** et son partenaire TASSAGHT ont célébré la Journée internationale de la femme à Gao sous le thème : « Les filles au cœur de l'action : promouvoir et protéger les droits des femmes et des filles en contexte de crise ».

Cette initiative visait à dépasser la simple commémoration pour créer un véritable espace d'expression, de dialogue et de mobilisation communautaire dans une région marquée par l'insécurité et les déplacements de populations. Au total, 219 participants (153 à Gao et 66 à Ansongo) ont pris part à l'événement, réunissant autorités administratives, services techniques, leaders communautaires, acteurs humanitaires, société civile, femmes et jeunes filles afin de renforcer la synergie locale en matière de protection.

La célébration a été particulièrement marquée par le rôle central joué par les jeunes filles et le Parlement des enfants. Assurant la maîtrise de cérémonie et la facilitation des débats, elles ont exprimé leurs quotidiens difficiles — marqués par les risques de violences basées sur le genre, la vulnérabilité économique et l'accès limité aux services essentiels — à travers



des formes d'expression artistiques et engageantes comme le slam, la poésie et le théâtre-forum. Cette approche participative a permis d'impliquer directement le public à travers des mises en scène de situations réelles, transformant les jeunes filles en véritables actrices de changement et porteuses de solutions plutôt qu'en simples bénéficiaires.

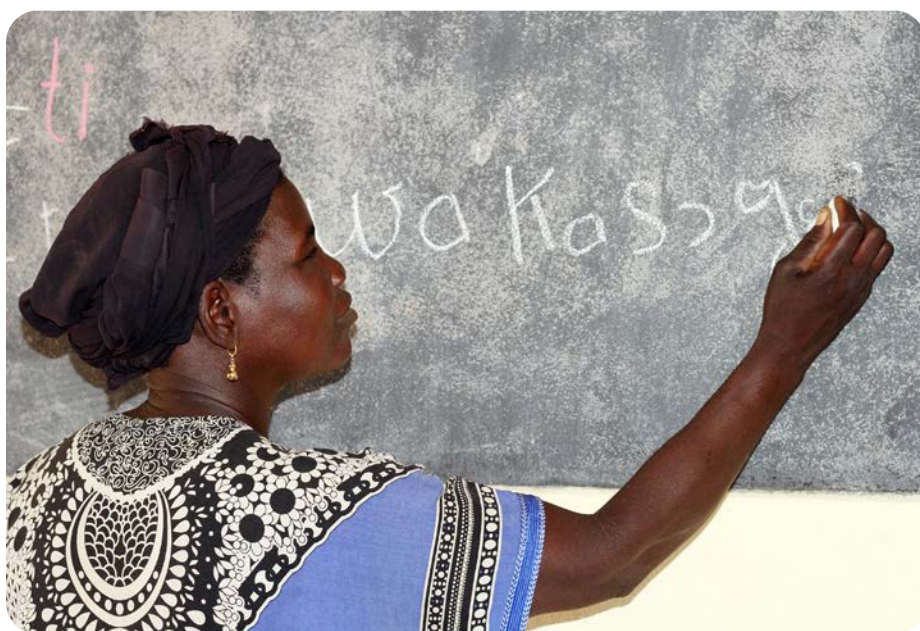
Les discussions techniques ont couvert des domaines clés tels que la santé sexuelle et reproductive, la nutrition, les droits humains, la santé mentale et le soutien psychosocial, permettant d'apporter des réponses institutionnelles et communautaires concrètes. Ce dialogue intergénérationnel inédit entre femmes leaders, jeunes filles, autorités et communautés a favorisé une compréhension mutuelle renforcée.

Au terme de cette journée, les participants ont souligné l'impératif de pérenniser de tels espaces d'expression pour que l'engagement des jeunes filles devienne un levier durable de résilience et d'inclusion face aux crises.

Cet engagement fort des jeunes filles et du Parlement des enfants illustre parfaitement la volonté de CARE Mali et de TASSAGHT de bâtir des communautés plus résilientes, où la protection des droits fondamentaux passe inévitablement par l'autonomisation et la participation active de la jeunesse aux décisions qui engagent l'avenir.

HAWA ÉTAIT CONVAINCUE QUE SON ÂGE N'ÉTAIT PAS UN HANDICAP POUR APPRENDRE

Dans la région de Bandiagara, de nombreuses femmes vivent entre pauvreté et la non-scolarisation. Pour y répondre, **Caritas Suisse** et son partenaire Caritas Mopti/APH, avec l'appui de la Coopération Suisse au Mali et de MISEREOR, ont mis en œuvre le projet RESIL III. À Indell, dans la commune de Dourou, Hawa Kassogué, mère de six enfants, menait des activités de maraîchage et de petit commerce, tout en vivant avec la difficulté de ne savoir ni lire ni écrire.



« Avant l'arrivée du projet, je me sentais inférieure aux autres femmes qui savaient signer leurs documents pendant que moi, je devais poser mon empreinte digitale. Comme je ne savais ni lire ni écrire. Je suivais simplement ce que les autres disaient concernant les kilos et l'argent de mes oignons. », confie-t-elle.

Le manque d'orientation et d'information ne lui permettait pas de mener ses projets de revenus à succès. Hawa ne prenait guère la peine de participer aux activités communautaires en lien avec la scolarisation. L'avenir de ses enfants était sa plus grande préoccupation. Grâce au projet RESIL III de Caritas Suisse et Caritas Mopti/APH, elle rejoint le centre d'alphabétisation d'Indell malgré les doutes liés à son âge. Soutenue par sa famille, elle décide finalement d'apprendre.

Chaque matin, après avoir préparé les repas, balayé la cour et terminé les travaux domestiques, Hawa se rendait au centre d'alphabétisation. Malgré les contraintes familiales et sociales, elle a réussi à concilier apprentissage et responsabilités de mère de famille.

« Le jour où j'ai réussi à écrire mon nom pour la première fois, j'ai ressenti une immense joie.

Ce sourire-là, personne ne peut l'acheter. Il est né du centre d'alphabétisation d'un projet qui a redonné à une mère le plus précieux des biens : la capacité d'écrire, de lire.

Aujourd'hui, Hawa est capable de reconnaître les chiffres, de donner son numéro de téléphone et d'effectuer de petits calculs pour ses activités commerciales.

Cette autonomie a renforcé sa confiance en elle et amélioré sa place au sein de la communauté. Grâce aux compétences acquises,

Hawa gère mieux ses activités, gagne en autonomie et participe davantage à la vie communautaire. Désormais, elle soutient aussi la scolarisation de ses petits-enfants.

À travers son parcours, Hawa Kassogué est devenue une source d'inspiration dans son village. Son histoire démontre qu'il n'existe aucun âge limite pour apprendre et se construire un nouvel avenir. « Je lance un appel à toutes les femmes qui hésitent encore à venir apprendre : il n'y a pas d'âge pour étudier. Je suis la preuve vivante qu'on peut apprendre à tout moment de sa vie, à 50 ans, j'ai osé et cela a changé ma vie. ». Le centre d'alphabétisation du projet RESIL III, mis en œuvre par Caritas Suisse et Caritas Mopti /APH avec l'appui de la Coopération Suisse au Mali et de MISEREOR, renforce les capacités des femmes rurales et favorise leur autonomie.

GRÂCE À CATHOLIC RELIEF SERVICES, UNE FAMILLE RETROUVE L'ESPOIR À BANKASS

En décembre 2024, Jeanne Sangala fuit son village de Ségué après une attaque armée. Elle laisse derrière elle sa maison, ses terres et ses moyens de subsistance. Déplacée à Bankass avec sa famille, elle se retrouve dans une situation de grande vulnérabilité. « Nous ne savions pas comment nous allions survivre », témoigne-t-elle.

Quelques mois plus tard, grâce à une mobilisation rapide de ressources propres par **CRS**, Jeanne bénéficie d'une assistance en espèces et en vivres. Ce soutien lui permet de couvrir les besoins essentiels de sa famille, d'accéder aux soins et d'acquérir des semences pour relancer ses activités agricoles. Aujourd'hui, elle a retrouvé son village et cultive à nouveau ses terres.

Dans le cadre du mécanisme de Réponse Rapide (RRM), CRS a mis en œuvre le projet Kisili 6 à partir d'avril 2024, avec un budget de 17 millions USD, pour répondre aux besoins urgents des ménages affectés par les crises. Face à l'interruption de certains financements externes en janvier 2025, CRS a choisi de mobiliser ses propres ressources pour maintenir la continuité de l'assistance, une décision qui traduit la force de son engagement envers les communautés maliennes.



Dans 6 régions et 15 communes, 3 416 ménages, soit 15 146 personnes, ont bénéficié d'une assistance multisectorielle (assistance alimentaire en nature et en cash, kits de cuisine et d'abris d'urgence, kits WASH, kits d'hygiène menstruelle) déployée en moins de dix jours. Cette réactivité témoigne d'une organisation en mesure d'adapter ses modalités opérationnelles pour répondre aux besoins des populations, en tout temps et dans les zones les plus difficiles d'accès.

Convaincu que la résilience des communautés passe par la solidité des services de base, CRS a mobilisé plus de 500 000 USD de financements propres à travers le projet Idjé Alafia (Emergency Child Health Fund) pour soutenir le district sanitaire de Djenné. Entre janvier et avril 2026 : 290 agents de santé, sages-femmes et relais communautaires ont été formés ; plus de 12 000 en-

fants en dessous de 5 ans ont été atteint par le projet, plus de 20 000 femmes enceintes et allaitantes ont bénéficié de services vitaux, un appui logistique a permis de maintenir les services jusque dans les zones les plus reculées, des campagnes de dépistage de la malnutrition et de vaccination ont été organisées.

Ces actions ont contribué à assurer la continuité des soins essentiels au profit des enfants de moins de cinq ans ainsi que des femmes enceintes et allaitantes, en complémentarité avec les efforts du système de santé national.

L'engagement de CRS au Mali ne se limite pas à l'intervention directe. À travers le projet EMPOWER, l'organisation œuvre activement pour renforcer les capacités des acteurs humanitaires nationaux, dans une logique de partenariat durable et de transfert progressif des responsabilités.

QUAND LA COMMUNAUTÉ SE MOBILISE POUR NOURRIR L'AVENIR

Dans le district sanitaire de Bla, le projet Transforming Lives Through Nutrition (TLTN), mis en œuvre par **Helen Keller International**, transforme durablement les pratiques nutritionnelles à travers les 36 aires de santé de la zone. Pour ce faire, le projet agit de manière intégrée en renforçant les capacités des agents de santé, en approvisionnant les centres de santé communautaires (CSCOM) en produits essentiels et en organisant régulièrement des séances de démonstrations couplées au dépistage des enfants de 6 à 59 mois.

Dans l'aire de santé de Bla Central, ces sessions sont portées par une étroite synergie entre les CSCOM, les Groupes de Soutien aux Activités de Nutrition (GSAN) et les leaders communautaires. L'appropriation de ces initiatives par les habitants constitue la clé de voûte de ce succès : plusieurs villages s'impliquent directement en fournissant des appuis en nature (céréales, sucre, lait, haricots). Cette contribution locale enrichit les rations préparées et renforce le sentiment de responsabilité collective face à la santé nutritionnelle des enfants.

Ce modèle d'intervention communautaire illustre parfaitement l'impact des approches participatives menées par Helen Keller International. En alliant l'appui technique institutionnel à l'engagement volontaire des populations, le projet TLTN pérennise des solutions locales face à la malnutrition, renforçant ainsi durablement la résilience sanitaire des familles dans le district de Bla.



Grâce à cet engagement communautaire exemplaire, de nombreuses séances de démonstrations nutritionnelles ont pu être réalisées, permettant à tous les enfants de moins de cinq ans présents de bénéficier chaque semaine d'une ration alimentaire de qualité, équilibrée et adaptée à leurs besoins, tout en assurant un suivi régulier de leur état nutritionnel.

Les résultats sont visibles sur le terrain. Les séances enregistrent une forte participation des femmes allaitantes venues avec leurs enfants, ainsi que des femmes enceintes, témoignant de l'adhésion croissante des communautés aux messages nutritionnels et aux bonnes pratiques promues par le projet.

Comme le souligne un acteur local :
« Avant l'appui du projet Transforming Lives Through

Nutrition, de nombreux villages éprouvaient des difficultés à organiser des séances de démonstrations nutritionnelles. Avec l'arrivée du projet, nous avons pu réaliser ces séances dans tous les villages de l'aire de santé, avec un soutien important de la communauté. Cela a constitué une grande source de satisfaction pour les populations. »

Cette dynamique positive illustre parfaitement comment l'alliance entre appui institutionnel, engagement communautaire et leadership local peut produire des résultats durables. À Bla Central, les démonstrations nutritionnelles ne sont plus seulement une activité ponctuelle, mais un véritable espace d'apprentissage, de solidarité et d'action collective, contribuant à bâtir un avenir plus sain pour les enfants et les familles.

DIGNITÉ DANS LE DÉPLACEMENT : LE PARCOURS DE MARIAM VERS UN REFUGE SÛR

À l'ombre dans sa cour, Mariam est assise avec ses proches et repense à sa vie bouleversée. Autrefois bien implantée dans son village, Mariam a été contrainte de fuir en raison du conflit qui a affecté sa communauté. « Je me souviens du jour où notre village a été attaqué. Nous n'avions d'autre choix que de fuir pour sauver notre vie », raconte-t-elle.

Elle repense souvent à tout ce qu'elle a perdu. Dans son village, elle aidait son mari aux travaux champêtre, et une partie de la récolte était vendue.

« Je n'ai même pas pu récolter les arachides que j'avais semées », se souvient Mariam. « La vente d'une partie de la récolte était ma principale source de revenus. J'ai tout perdu y compris notre champ. » disait-elle.

Mariam n'avait jamais connu autant de troubles et de violence auparavant. Outre la perte de sa maison et de ses biens, elle a été profondément affectée par la perte de plusieurs proches.

Comme beaucoup d'autres, Mariam a marché des kilomètres avec ses enfants pour échapper à la violence, avant de trouver refuge dans le village de Doucombo (région de Bandiagara). Plus d'une centaine de personnes sont arrivées dans le village. Cette première nuit a été marquée par la peur. « Nous avons dormi dans la cour du chef du village. Nous avons le cœur lourd », raconte-t-elle.



Ému par leur sort, le chef du village a mobilisé la communauté pour leur venir en aide. Certaines familles déplacées, dont celle de Mariam, ont trouvé refuge dans des maisons inoccupées.

Cependant, ces habitations étaient en très mauvais état et pouvaient à peine résister aux rigueurs du climat. La situation était très difficile pour Mariam, son mari et leurs sept enfants. « La maison était fortement endommagée. L'eau de pluie l'inondait. Nous n'étions pas rassurés », raconte Mariam.

Mariam n'était pas la seule à faire face à ces difficultés. À quelques pas de chez elle, nous avons rencontré Kadia, une femme âgée de 74 ans. Comme Mariam, elle a également fui les violences perpétrées contre son village. Son abri était endommagé et l'eau de pluie avait inondé sa maison.

NRC, avec un financement du Fonds Humanitaire Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (FHRAOC), a

assisté 18 521 personnes à travers les programmes de sécurité alimentaire, abris, eau, hygiène et assainissement dans le cadre du projet intitulé « Réponses intégrées aux besoins humanitaires des personnes touchées par la crise à Bandiagara et Douentza ».

Sur le projet, les maisons de Mariam et Kadia, ainsi que celles de plusieurs autres ménages ont été réhabilitées. « Notre maison ne sera plus inondée pendant la saison des pluies après cette réhabilitation. Nous vivons mieux et en sécurité dans notre maison », déclare Mariam, soulagée.

Kadia ajoute : « Je voulais vivre dans la dignité. C'est désormais le cas. »

Aujourd'hui, Mariam et Kadia, ainsi que leurs familles, sont protégées et vivent en toute quiétude dans leurs foyers – preuve qu'un logement sûr n'est pas seulement une nécessité, mais le fondement même de la reconstruction de leur vie.

DE DÉPLACÉE VULNÉRABLE À MÈRE COMBLÉE : L'HISTOIRE DE B.T.

Fuyant son village de Ségué en août 2024 après des violentes attaques armées, B.T., une mère de famille de 31 ans enceinte de six mois et déjà mère de cinq enfants, est arrivée à Bankass dans un dénuement total. Affaiblie, malade et profondément marquée par le stress de son déplacement forcé, elle ignorait comment elle allait surmonter cette épreuve dans sa nouvelle situation de personne déplacée interne (IDP).



Heureusement, guidée par une autre personne déplacée, elle a rapidement été orientée vers l'équipe mobile santé de **COOPI** le 21 août 2024. Dès son arrivée, une prise en charge médicale globale a été enclenchée, associant un examen clinique approfondi à un soutien psychosocial prodigué par le psychologue pour l'aider à évacuer le traumatisme lié au déplacement.

Les examens ont permis de diagnostiquer une infection respiratoire aiguë et des douleurs gastro-duodénales sur une grossesse d'environ 25 semaines n'ayant encore fait l'objet d'aucune consultation prénatale. Grâce à un traitement adapté administré sans délai, la jeune femme a immédiatement été soulagée, retrouvant l'espoir et un premier sentiment de sécurité.

Cet épisode a marqué le début d'un suivi régulier, ponctué par trois consultations prénatales menées avec attention par la sage-femme de l'équipe mobile entre fin août et novembre 2024. L'équipe a également pris le temps de la sensibiliser activement à la préparation de l'accouchement, insistant sur l'importance capitale d'accoucher dans une structure sanitaire qualifiée et de planifier son transport.

Le 23 novembre 2024 vers 21 heures, alors que les premières contractions utérines se faisaient sentir, B.T. a eu le réflexe de téléphoner au médecin superviseur de l'équipe mobile de COOPI. Ce dernier a immédiatement réagi en contactant l'équipe de garde de la maternité du Centre de Santé de Référence (CSRéf) de Bankass pour organiser son référencement en urgence.

Conduite au CSRéf en toute sécurité, elle a donné nais-

sance peu après minuit, à 00h13 précisément, à une petite fille en parfaite santé. Juste après la délivrance, le médecin superviseur lui a rendu visite pour lui prodiguer des conseils essentiels sur l'allaitement maternel exclusif, garantissant ainsi le bien-être du nouveau-né dès ses premiers instants.

À sa sortie du centre de santé, l'équipe mobile l'a raccompagnée chez elle, l'organisation prenant en charge l'intégralité des factures liées au transport, à l'hospitalisation, aux soins et aux médicaments. Pour témoigner de son immense gratitude envers l'équipe qui lui a permis de donner la vie sereinement, B.T. et son mari ont choisi de prénommer leur enfant « Bibatou » en hommage à l'épouse du médecin superviseur lors du baptême, un magnifique symbole de la solidarité tissée au cœur de l'action humanitaire.

UNE ACTION HUMANITAIRE QUI PERMET À DES POPULATIONS DE TOMBOUCTOU AFFECTÉES PAR LES INONDATIONS DE REPRENDRE ESPOIR

Plan International Mali, dans le cadre de la mise en œuvre du "Projet de réponse urgente, multisectorielle et intégrée aux besoins vitaux des populations affectées par les inondations dans la Région de Tombouctou, cercle de Diré, communes de Dangha, Bourem Sidi Amar et Garbakouira," avec le soutien du Fonds Humanitaire Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (FHRAOC), a procédé à la remise d'intrants agricoles et au lancement de la distribution du cash et des kits WASH et dignité au profit des populations sinistrées. La cérémonie officielle de cette action d'importance capitale pour les populations s'est tenue à Diré, en présence du Préfet du cercle, des chefs des villages concernés, des services techniques.

De façon spécifique, il a été question de remettre des intrants agricoles (carburant, semences et engrais) à 200 personnes, des kits WASH à 300 ménages, des kits dignité à 600 femmes et filles et de fournir du cash à 444 ménages. Le but de l'action est d'améliorer les conditions de vie des populations affectées, renforcer leur résilience et contribuer à la relance de leurs moyens d'existence après les inondations.

Grâce à l'assistance reçue, Nia K. Abdoulaye, 66 ans, mère de famille avec 18 personnes à charge, habitante de Bourem Sidi Amar, a pu acheter un sac de riz, de l'huile, du sucre, du lait, du thé... mais aussi un petit téléphone portable et une radio pour rester informée sur les risques de nouvelles inondations.



« Quand l'eau est montée, elle a tout emporté : nos sacs de mil, riz, les ustensiles... Nous avons tout perdu. Ce jour-là, nous étions impuissants face à la force de l'eau. Ma maison a été partiellement inondée et plusieurs affaires sont parties avec le courant. Cet appui nous permet de recommencer à vivre, à manger à notre faim et de nous sentir plus en sécurité. »

Dramane Hamada, 47 ans, paysan, père de famille avec 15 personnes à charge, fait partie des 200 personnes ayant reçu l'appui en intrants agricoles grâce auquel, ils pourront entrevoir une solution à leurs besoins alimentaires.

« L'inondation est arrivée au pire moment. Nos cultures étaient presque à terme... Nous avons déjà investi tout ce que nous avons dans les engrais, les semences, le carburant. Certains avaient commencé à récolter, mais nombreux sont les personnes

comme moi qui n'ont pas eu la chance. Cette remise tombe à point nommé, car c'est exactement la période où nous devons mettre de l'engrais dans les champs. Cela va nous permettre de relancer nos activités agricoles et d'espérer une bonne récolte cette saison. C'est un grand soulagement pour ma famille et moi. Je remercie tous ceux qui ont contribué à nous tendre la main durant ce moment difficile. »

DE PARTICIPANT À UNE DÉMONSTRATION À ENTREPRENEUR SEMENCIER : LE PARCOURS D'UN AGRICULTEUR, DE L'APPRENTISSAGE AU LEADERSHIP

Dans le village de Sitin, situé dans la zone du Centre de formation post-récolte (PHTC) de Koloni-Boundio, dans le sud du Mali, Moumoune Koné, âgé de 56 ans, s'est imposé comme un producteur de semences certifiées prospère et un entrepreneur agricole respecté. Son parcours illustre comment l'accès aux services de vulgarisation agricole, aux pratiques agricoles innovantes et aux marchés peut permettre aux petits exploitants de devenir de véritables entrepreneurs ruraux performants.

Il y a sept ans, Moumoune a rejoint l'initiative ISSD-Sahel, mise en œuvre par la **Sa-sakawa Africa Association (SAA)** avec le soutien de l'Ambassade des Pays-Bas, en tant que producteur pilote de semences. Grâce aux parcelles de démonstration, aux formations pratiques et à un encadrement continu, il a développé de solides compétences techniques en production de semences certifiées de maïs, en gestion des cultures et en assurance qualité.

Au fil du temps, le programme lui a ouvert des perspectives au-delà de son village. Grâce à sa participation à des foires semencières et à des expositions agricoles à travers le Mali, Moumoune a établi des liens avec des institutions de recherche, des services de vulgarisation et des entreprises semencières. Ces partenariats ont amélioré son accès à des variétés de maïs performantes telles que Brico et l'hybride Farako Tièba, tout en élargissant ses débouchés commerciaux pour son activité semencière.



Aujourd'hui, Moumoune gère trois hectares de production de semences certifiées de maïs, avec un rendement moyen d'environ 3 300 kg/ha. Au cours des deux dernières campagnes agricoles, il a récolté près de 9 200 kg de semences certifiées, générant un revenu estimé à environ 5 101 200 FCFA, tout en contribuant à l'amélioration de l'accès des producteurs de la région à des semences de qualité.

Afin de renforcer la résilience de son ménage, il a diversifié son système de production au-delà de la production de semences. En plus des semences certifiées de maïs, il cultive du maïs grain, du coton, de l'arachide, de l'igname et du sorgho.

Le succès de Moumoune dépasse le cadre de sa propre exploitation. Il partage désormais ses connaissances et son expérience pratique avec d'autres agriculteurs intéressés par la multiplica-

tion des semences, contribuant ainsi au renforcement des systèmes semenciers locaux et à l'adoption plus large de variétés améliorées. Ses réalisations ont renforcé la stabilité économique de son ménage et lui ont valu le respect au sein de la communauté.

La transformation de Moumoune, de participant à un programme de parcelles de démonstration à entrepreneur semencier reconnu, illustre la force de la formation pratique, de systèmes de vulgarisation efficaces et de solides liens avec le marché. Son expérience continue d'inspirer les agriculteurs de Sitin et des communautés voisines. En contribuant à l'amélioration de l'accès à des semences de qualité, Moumoune aide à renforcer la productivité agricole au Mali.

SAUVER LA VUE DE TALATA GRÂCE À UNE PRISE EN CHARGE RAPIDE

Pour Talata Cissé, tout a basculé en quelques secondes. Alors qu'elle aidait sa mère à préparer le repas, de l'huile bouillante s'est accidentellement renversée sur son œil droit. La douleur était intense et la blessure risquait d'endommager durablement sa vision.

Déplacée interne vivant sur un site d'accueil de la commune de San, sa famille ne disposait pas des moyens financiers nécessaires pour consulter rapidement un professionnel de santé. Lorsque la clinique mobile de **Première Urgence Internationale** est arrivée dans la commune, sa mère n'a pas hésité à demander de l'aide.

Après un examen médical, les équipes ont immédiatement pris en charge Talata. Les premiers soins ont été réalisés sur place, un pansement antiseptique a été posé et les médicaments adaptés lui ont été remis gratuitement.

Trois jours plus tard, les soignants sont revenus assurer le suivi de son état de santé. La blessure cicatrisait correctement et le pansement a pu être retiré.

Afin de garantir la continuité des soins, la famille a également reçu une carte de prise en charge médicale lui permettant d'accéder gratuitement aux consultations et aux médicaments dans les structures de santé partenaires de Première Urgence Internationale.

Pour sa mère, cette assistance a été déterminante. « Sans cette assistance, je ne savais pas comment faire soigner ma fille. Aujourd'hui, elle va beaucoup mieux et je suis soulagée. »



HISTOIRE D'IMPACT DE HAWA SANGARE : DE L'ONG AMPDR A BOUGOUNI

Hawa SANGARE est une fille de 12 ans qui habite à Toula situé à environ 10 kilomètres de Bougouni. Avant l'avènement de centres SSA/P d'urgence à Bougouni, tout le quotient de Hawa s'articulait autour des travaux ménagers, champêtres et l'entretien de animaux dans la famille.

A la suite d'une d'assemblée générale tenue à Toula le père de Hawa a accepté de l'inscrire sur la liste des apprenants de centre SSA/P d'urgence. Son père est un éleveur venu de la région de Mopti car la région de Bougouni est riche en zone de pâturage et propice pour l'élevage. Au début il était seul à entretenir ses animaux et aucun de ses premiers enfants n'est allé à l'école car ils étaient tous occupés par les activités d'élevage et travaux champêtre de la famille. Avec la naissance de Hawa et son frère jumeau Adama Mory Sangaré leur père a accepté que ceux-ci soient inscrits afin de bouter l'analphabétisme hors de la famille.

Hawa et son frère jumeaux n'ont pas été inscrits à l'école à l'âge de 7 ans car leur père n'a pas eu les moyens de les inscrire et l'école est un peu loin de leur hameau(km). L'existence de la cantine pour les centres SSA/P d'urgence est une aubaine pour Hawa. Son père, Mory Sangaré remercie l'ONG AMPDR et son partenaire **Fondation STROMME** d'avoir offert l'occasion de prendre le chemin de l'école.

Il a promis de ne ménager aucun effort pour aider Hawa à faire des études supérieures. La mère de Hawa a également promis de se joindre à son mari pour la réussite des enfants à l'école. Hawa et son frère jumeaux Adama ont promis de continuer leurs études jusqu'à l'université afin de contribuer au développement du Mali.



BIEN PRÉPARÉE...

Depuis un an, Diahara Alidji fait partie du système communautaire d'alerte précoce et de réponse d'urgence du village d'Issafaye, dans la région de Tombouctou au nord du Mali. Elle surveille les risques climatiques, recueille des informations et transmet les alertes.

« Quand j'étais enfant, la nature était beaucoup plus verte. La rivière était bien alimentée, il y avait beaucoup de poissons et les récoltes étaient bonnes. Nous avons tous assez à manger et vivions heureux. Aujourd'hui, il y a moins d'arbres et moins d'herbe pour les animaux. Les sécheresses sont de plus en plus fréquentes, les sols perdent leur fertilité et les précipitations sont imprévisibles. La crise la plus grave de ces dernières années a été celle des inondations de 2024.

De nombreuses maisons ont été détruites, les champs inondés et des familles ont dû fuir. Rien que dans le district de Tombouctou, plus de 5 000 foyers ont été touchés.

Ces événements m'ont montré à quel point les alertes précoces sont importantes pour limiter les effets des phénomènes météorologiques extrêmes.

Par mon travail, je souhaite contribuer à protéger ma communauté, en particulier les femmes et les enfants.

Chaque semaine, je collecte des données auprès des familles d'agriculteurs, d'éleveurs ou de pêcheurs. Je note les prix du marché, je mesure les précipitations et les températures, puis je transmets toutes ces informations par téléphone portable à un système central. Ces données permettent d'alerter à temps et de planifier l'aide humanitaire avant que la situation ne s'aggrave. J'ai appris, lors de formations organisées par la **Welthungerhilfe**, comment collecter correctement les données et communiquer efficacement en cas d'urgence. Cela me donne l'espoir qu'ensemble, nous serons mieux préparés aux catastrophes à venir. »



LE MARAÎCHAGE, UN LEVIER DE RÉSILIENCE RENFORCÉ PAR L'APPROCHE NEXUS À MOPTI

Dans un contexte sahélien marqué par la recrudescence des aléas climatiques, l'agriculture pluviale devient de plus en plus incertaine, fragilisant les moyens d'existence des ménages. Au Mali, le maraîchage s'impose comme une stratégie d'adaptation essentielle.

Dans la région de Mopti, cette activité joue un rôle central, notamment pour les femmes. Elle leur permet de générer des revenus, de contribuer aux dépenses familiales et d'améliorer durablement l'alimentation des ménages.

C'est dans cette dynamique que s'inscrit l'intervention de **World Vision Mali** à travers son approche Nexus, qui renforce la résilience des communautés en articulant aide humanitaire, développement et consolidation de la paix.

À Doundou, le Projet Nexus accompagne le groupement féminin Sinignèsigui dans la valorisation et la sécurisation de son site maraîcher grâce à des appuis techniques, matériels et au renforcement de capacités.

Le groupement Sinignèsigui pratique le maraîchage depuis 2014 sur un site communautaire qui constitue une source importante de revenus et de stabilité pour ses membres. Malgré cette expérience, plusieurs contraintes limitaient l'exploitation optimale du site, notamment les difficultés d'accès à l'eau, la dégradation des équipements, la qualité des intrants agricoles et l'insuffisance des infrastructures de protection.



Selon Nana Kadidia Diawara, présidente du groupement :

« Depuis 2014, le maraîchage est notre principal moyen de subsistance. Nous cultivions déjà plusieurs variétés, mais avec beaucoup de contraintes. Aujourd'hui, grâce à l'accompagnement du Projet Nexus, notre travail est mieux organisé et plus rentable. Les kits solaires ont résolu nos problèmes d'eau, les semences ont amélioré nos rendements et la clôture protège nos cultures. »

Grâce à ces appuis ciblés, le Projet Nexus a amélioré les conditions de production tout en renforçant les compétences techniques du groupement. Ces actions ont permis d'accroître la productivité, de sécuriser les récoltes et de diversifier les cultures, renforçant ainsi la résilience économique des femmes.

Les effets de cet accompagnement se traduisent par une augmentation des revenus et une meilleure valorisation de la production locale.

Nana Kadidia Diawara précise : « Aujourd'hui, nous augmentons considérablement nos rendements. La semence de gombo que le projet nous a donnée s'adapte à toutes les saisons. Nous pouvons la cultiver toute l'année. Grâce à ces semences adaptées, notre activité de transformation agroalimentaire a pris un nouvel élan. Nous transformons directement les produits toute l'année. »

En complément, les femmes du groupement ont été formées à la production de biopesticides et d'engrais organiques, favorisant une agriculture respectueuse de l'environnement et la durabilité des sols.

À travers l'accompagnement du groupement Sinignèsigui, le Projet Nexus démontre qu'en renforçant les capacités et les initiatives locales, il est possible d'accroître durablement la résilience des femmes face aux crises multiples.

LA CHAÎNE DE L'ESPOIR AU MALI : VERS L'AUTONOMIE CHIRURGICALE POUR LES ENFANTS VULNÉRABLES

Au Mali, l'accès aux soins de chirurgie spécialisée — notamment en chirurgie cardiaque, maxillo-faciale (Noma, brûlures) et de l'œsophage — demeure un défi majeur pour les enfants vulnérables, entravé par la concentration des compétences, les coûts élevés et les difficultés d'évacuation.

Depuis 2012, **La Chaîne de l'Espoir** s'engage à transformer durablement ce paysage sanitaire en construisant une chaîne de soins spécialisée, autonome et accessible. L'évolution la plus emblématique concerne la chirurgie cardiaque : autrefois évacués en France, les enfants bénéficient désormais depuis 2018 d'une prise en charge locale à Bamako, au sein du centre FESTOC de l'Hôpital Mère-Enfants « Le Luxembourg », où environ 100 patients sont opérés chaque année.

Dans le domaine de la chirurgie réparatrice, l'action menée depuis 2017 et renforcée par le partenariat avec New Face a permis de traiter gratuitement des dizaines de patients atteints du Noma ou de séquelles de brûlures, restaurant ainsi leurs fonctions vitales, leur estime de soi et leur réinsertion sociale.

L'autonomisation des équipes nationales constitue l'autre pilier de cette réussite. Depuis 2022, les chirurgiens maliens de l'Hôpital du Mali prennent en charge de manière totalement autonome les sténoses œsophagiennes, fruit d'un transfert de compétences soutenu.



En parallèle, le renforcement de l'anesthésie pédiatrique, conduit depuis 2021 avec la Société Malienne d'Anesthésie, sécurise durablement ces interventions de haute technicité.

Enfin, pour que l'expertise technique devienne un accès réel aux soins pour les plus démunis, un fonds de solidarité flexible a été instauré en 2022 afin de financer en urgence les cas les plus précaires. En passant d'une logique d'évacuation sanitaire à un véritable renforcement des compétences et des infrastructures locales, La Chaîne de l'Espoir démontre qu'une médecine hautement spécialisée peut s'enraciner durablement au service des enfants maliens.

Au-delà des interventions directes, cette dynamique s'inscrit dans une vision globale de durabilité et d'ancrage institutionnel au sein du système de santé malien.

En formant les professionnels locaux, en équipant les structures de référence et en combinant excellence médicale et solidarité financière, La Chaîne de l'Espoir pose les bases d'un modèle pérenne où l'expertise de pointe devient un patrimoine partagé, garantissant aux générations futures un accès équitable à la santé et à la dignité.

GNASSA ET FOUNÉ : LE COMBAT D'UNE MÈRE CONTRE LA MALNUTRITION DANS UN CONTEXTE D'INSÉCURITÉ

C'est le jour de prise en charge des enfants souffrant de malnutrition. Nônô Kalapô, une jeune femme d'une vingtaine d'années environ, est venue avec ses jumelles, Gnassa et Founé. Ces dernières souffraient de malnutrition aiguë sévère. Grâce au projet AleDia, elles ont bénéficié d'une prise en charge appropriée, et aujourd'hui, leur état de santé s'est nettement amélioré.

Nônô et ses filles habitent un village, Kongourou, situé à 11 km du centre de Macina, une zone sous le contrôle des Groupes Armés Non Étatiques (GANE). Les femmes et leurs enfants peuvent quitter le village pour se rendre en consultation au CSCOM central, mais sous des conditions strictes.

Dans ce contexte difficile, Nônô traverse l'inter-fleuve (Niger-Bani) en pirogue deux fois par semaine pour assurer la prise en charge de ses filles au CSCOM. Malgré les défis et les risques, cette mère dévouée fait tout pour la santé de ses enfants. Très émue, Nônô témoigne avec reconnaissance du soutien apporté par le projet AleDia, qui a transformé la vie de sa famille.

« Je m'appelle Nono Kalapô et je viens du village de Kongourou. Dans mon village, nous sommes confrontés à une famine croissante, car l'insécurité nous empêche de cultiver le riz, notre principale ressource alimentaire. C'est dans ce contexte de privation et d'incertitude que j'ai donné naissance à des jumelles, Gnassa et Founé.



Donner naissance à mes filles a été une épreuve particulièrement éprouvante. Malgré les risques liés à l'insécurité, j'ai dû me rendre à Macina pour accoucher dans des conditions médicales décentes. Malheureusement, des complications liées à ma grossesse ont nécessité une césarienne pour mettre mes filles au monde. Cette intervention m'a considérablement affaiblie, rendant l'allaitement difficile.

De retour à Kongourou, la situation sécuritaire s'est aggravée rapidement. Mon état de santé s'est détérioré à la suite de la césarienne, ce qui a affecté la qualité de mon lait maternel. Mes jumelles ont commencé à perdre du poids et leur état de santé s'est rapidement dégradé.

Malgré la présence des groupes armés non étatiques, nous avons réussi à rejoindre Macina centre. Là-

bas, les médecins ont diagnostiqué une malnutrition aiguë sévère chez mes filles.

À mon grand soulagement, les médecins m'ont rassurée que les soins seraient gratuits. Heureusement, grâce à l'aide de **Terre des hommes** et à la grâce de Dieu, la situation de mes bébés s'est améliorée. Elles reçoivent aujourd'hui les soins nécessaires et je vois leurs progrès jour après jour.

Mon plus grand rêve est que la paix revienne dans mon village. J'aimerais que mes enfants, et tous les enfants de Kongourou, puissent un jour retrouver le chemin de l'école, grandir en bonne santé et avoir un avenir meilleur. »



La richesse et la crédibilité de ce rapport reposent entièrement sur la contribution active et solidaire des organisations membres, dont le nombre témoigne de la vitalité du cadre de coordination. Leur engagement constant à partager des données fiables permet de documenter l'effort collectif déployé à l'échelle du pays.

Ce travail de recensement et de transparence offre une vision claire et objective de la présence humanitaire internationale au Mali. Il met en lumière la diversité des expertises mobilisées pour répondre aux besoins spécifiques des différentes régions.



ONGI CONTRIBUTRICES



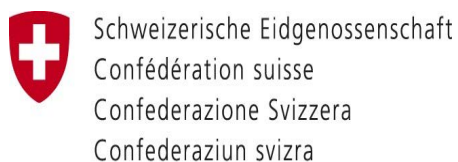


L'action de coordination, de plaidoyer et d'appui menée par la direction exécutive du FONGIM bénéficie de la confiance et du soutien de partenaires financiers engagés à nos côtés.

Nous exprimons notre profonde reconnaissance à nos bailleurs institutionnels : Sida (Agence suédoise de coopération internationale au développement), l'Union européenne (Protection civile et Aide humanitaire), la Suisse (Direction du développement et de la coopération - DDC) et la Norvège

Grâce à cet appui constant, le FONGIM dispose des ressources nécessaires pour renforcer la coordination humanitaire et de développement, consolider le dialogue avec les autorités nationales et œuvrer durablement à l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables.

NOS BAILLEURS



Direction du développement
et de la coopération DDC





L'aboutissement de cet exercice de redevabilité est le fruit d'une synergie d'efforts entre tous les acteurs institutionnels, techniques et communautaires engagés pour le développement du Mali. Nous exprimons notre profonde gratitude à l'État malien et à l'ensemble de ses ministères pour leur accompagnement et leur tutelle bienveillante.

Enfin, notre reconnaissance s'adresse tout particulièrement à la population malienne, dont la résilience et la collaboration quotidienne sur le terrain constituent le véritable moteur de notre action commune. C'est ensemble que nous continuons de bâtir des perspectives d'avenir plus stables et inclusives.

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce rapport et la portée des actions menées tout au long de l'année 2025 n'auraient pu être possibles sans la synergie et l'implication indéfectible de l'ensemble de nos partenaires.

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à l'État malien, et plus particulièrement au **ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD)** pour sa tutelle bienveillante, ainsi qu'à tous les départements ministériels partenaires pour leur disponibilité constante et la qualité de notre collaboration institutionnelle au service des populations.

Nos remerciements s'adressent également à l'ensemble de nos **partenaires techniques et financiers** pour leur appui précieux et leur engagement soutenu face aux défis humanitaires et de développement du pays.

Un hommage tout particulier est rendu aux **87 ONG internationales contributrices** : c'est grâce à la rigueur de votre collecte de données et à la mutualisation de vos efforts que ce panorama exhaustif a pu voir le jour.

Enfin, nous adressons notre plus vive reconnaissance **aux communautés et à la population maliennes** dans leur ensemble. Leur résilience quotidienne, leur accueil et leur étroite collaboration avec nos équipes sur le terrain demeurent le véritable moteur et la condition essentielle de la réussite de toutes nos interventions.





Suivez-nous !

LinkedIn
Facebook
X
YouTube
Instagram

FONGIM Mali
FONGIM Mali
@FoNGIM_Mali
@fongimmali
@forumongimali



www.fongim.org



SCANNEZ ICI
POUR CONSULTER LA CARTE INTERACTIVE
DES RÉALISATIONS DES ONGI



SCANNEZ ICI
POUR ALLER SUR LE SITE WEB
DU FONGIM



2025

RAPPORT DES RÉALISATIONS DES ONGI MEMBRES DU FONGIM